



Les bons comptes font les bons amis,
mais pas les mauvais coups...



INFO

08/04/2021

Accord et à cris, le gouvernement abat ses dernières cartes !

Deux Ministres, Barbara POMPILI et Bruno LEMAIRE, ont enfin réuni pendant plus d'une heure trente les représentants du personnel pour évoquer l'avenir d'EDF... mais pas d'Hercule, ni des couleurs Bleu, Azur ou Vert, car promis, juré, craché, il n'en est plus question !

Et c'est en présence de notre PDG, lui aussi invité à cette grand-messe, que l'info est tombée : le « plan B » est devant nous, à portée de main. Cela tombe bien, car avec un peu de filouterie, on aimerait bien lire la date du jour en verlan. En effet, le 8 avril, c'est 8 puis 4 ... et en verlan, ça donne 48, comme 48 € du MWh d'ARENH. Prémonitoire ?

Revenons un instant en arrière !

Après avoir annoncé à de multiples reprises qu'un accord État français - Commission européenne était en vue, sur le point d'être conclu, qu'il y avait une lumière au bout du tunnel, qu'on n'avait jamais été aussi proche d'une conclusion, qu'aucune autre solution qu'Hercule n'était envisageable pour EDF (on en passe et pas des meilleures), force est de constater qu'à ce jour... le Gouvernement n'a toujours **rien à se mettre sous la dent** : aucun accord précis, engageant et favorable à EDF n'est aujourd'hui mis sur la table !

Du coup, aujourd'hui, le Gouvernement arrondit les angles, polit le discours, fait comme si on avait entendu les partenaires sociaux, les caresse dans le sens du poil (mais chat échaudé par l'aventure GDF craint l'eau froide) pour tenter de **les rallier à sa cause en leur proposant maladroitement de faire front commun face à la Commission européenne en soutenant une « nécessaire réforme d'EDF »** qui ne serait pas Hercule et se traduirait par un geste fort de l'État de l'ordre de 10 milliards d'Euros.

Un vrai cadeau empoisonné en fait !

Une sorte de « **Canada Dry** » d'Hercule qui n'en aurait certes pas la couleur bleu-azur-vert mais en garderait le goût amer et le prix (à payer pour les salariés et par les parties prenantes externes). En effet, si le Gouvernement est réellement prêt à investir pour racheter les actions détenues par les actionnaires minoritaires d'EDF SA, et redonner un actionariat 100% public à l'entreprise, **pourquoi précipite-t-il le mouvement pour faire une loi dès cet été alors que la Commission européenne ne demande rien ?**

Tout simplement parce que l'arbre cache la forêt d'une mise sur le marché d'une autre partie de l'entreprise (l'ancien « Vert ») : **chassez Hercule par la porte, il revient par la fenêtre !**

Alors, plutôt que de « venir chercher » les partenaires sociaux pour l'accompagner face à la Commission afin de défendre un ersatz d'Hercule, le Gouvernement serait plus inspiré de jouer son rôle d'actionnaire majoritaire en usant de l'ensemble des leviers qui demeurent à sa disposition : **à nous de le lui rappeler en posant 1h de grève ce jeudi 8 avril !**

Mais alors, **que dit l'Alliance CFE UNSA Énergies ?** :

- la situation économique et financière d'EDF est aujourd'hui fortement dégradée,
- ne rien faire conduirait à plus ou moins long terme droit « dans le mur »,
- l'État, actionnaire majoritaire, est le premier responsable de la mauvaise posture d'EDF, et ce en raison de mauvaises décisions prises depuis plus de 20 ans,
- supposer qu'un accord soit proche est une chose, en connaître les détails (dans lesquels se cache habituellement le Diable) en est une autre,
- le monopole d'Enedis est mis en péril par la pression financière accrue par la mécanique infernale de Vert.

Donc, sans se jeter sur le verre à moitié plein ou à moitié vide de Canada Dry que nous tend le Gouvernement, **nous persistons à dire** que :

- la sous-rémunération structurelle d'EDF n'attend qu'une revalorisation de l'ARENH telle que prévue par le code l'énergie, en positionnant par exemple le curseur à 48 € du MWh : l'État le peut sans risquer les foudres de Bruxelles,
- la sous-capitalisation d'EDF n'attend qu'une augmentation de capital... qui semble possible au vu des 10 milliards évoqués par les Ministres : l'État le peut sans l'aval de Bruxelles
- et au passage, rien n'empêcherait de faire d'une pierre deux coups en recapitalisant EDF tout en rachetant les parts des minoritaires pour sécuriser les concessions hydroélectriques par ricochet.

En un mot, **l'État a toujours les mains libres pour dessiner un avenir à EDF** bien loin des appétits herculéens... sauf à penser que la manœuvre initialement envisagée **répondait à d'autres impératifs bien moins avouables.**

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

www.cfe-energies.com
www.unsa-energie.com